

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 12/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Ancien site SPTP SAS faisant l'objet de travaux de mise en sécurité par l'ADEME

16 rue du Canal
BP 10
21170 Saint-Usage

Références : 2023-394
Code AIOT : 0005401087

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2023 dans l'établissement SPTP SAS implanté 16, rue du Canal 21170 Saint-Usage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'effectue dans le cadre des travaux de mise en sécurité en cours, menés par l'ADEME selon le processus d'intervention en contexte de sites à responsables défaillants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPTP SAS
- 16, rue du Canal 21170 Saint-Usage
- Code AIOT : 0005401087
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par jugement en date du 29 novembre 2016, le Tribunal de Commerce de Dijon a prononcé la liquidation judiciaire de la société SPTP située sur la commune de SAINT-USAGE et a désigné la SCP Véronique THIEBAUT liquidateur judiciaire de la société.

Suite à la visite d'inspection réalisée le 19 septembre 2018, la SCP Véronique THIEBAUT, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société SPTP, a été mise en demeure, par arrêté préfectoral en date du 28 novembre 2018, de notifier la cessation d'activités en indiquant les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et de placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Par courrier en date du 10 décembre 2018, la SCP Véronique THIEBAUT a notifié la cessation d'activités des installations exploitées par la société SPTP.

Une nouvelle visite d'inspection a été réalisée le 26 octobre 2020. De cette visite, il ressort que les sources radioactives scellées ont été évacuées ainsi que des produits dangereux éparpillés sur le site, ces derniers ont été éliminés dans une installation de traitement de déchets dangereux.

Cependant, il a été constaté que des produits dangereux et des déchets (y compris des déchets combustibles) demeurent sur le site. De plus, le site n'est pas clôturé et est facilement accessible (trois intrus ont été vus lors de cette visite d'inspection).

Face aux manquements constatés, un arrêté préfectoral de consignation de sommes d'un montant de 218 450 € en date du 18 janvier 2021 a été pris à l'encontre de la SCP Véronique THIEBAUT.

Par courrier en date du 10 mai 2021, la SCP Véronique THIEBAUT a indiqué au Préfet que l'état des comptes de la liquidation judiciaire de la société SPTP ne permettait pas de répondre du montant de la consignation.

Face à cette situation et conformément à la circulaire du ministère en charge du développement durable en date du 26 mai 2011 (cessation d'activité d'une installation classée – chaîne de responsabilités – défaillance des exploitants), l'ADEME intervient afin de réaliser la mise en sécurité du site, dans le cadre du processus d'intervention en contexte de sites à responsable défaillant, encadré par l'avis du 17 mai 2023, et suivant l'arrêté préfectoral de travaux d'office du 27 janvier 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PCB	Arrêté Préfectoral du 27/01/2022, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Repérage puits aval	Arrêté Préfectoral du 27/01/2022, article 1	/	Sans objet
3	Déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 27/01/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de mise en sécurité du site menés par l'ADEME dans le cadre du processus d'intervention en contexte de sites à responsables défaillants correspondent aux exigences de l'arrêté préfectoral de travaux d'office du 27 janvier 2022.

Des éléments restent à communiquer à l'inspection des installations classées concernant l'évacuation des déchets dangereux sur site et leur traitement en filière adaptée. Un repérage complémentaire des zones potentiellement souillées par des huiles contaminées au PCB sera à opérer en complément des interventions déjà réalisées, afin de compléter la mise en sécurité du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PCB

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution PCB
Prescription contrôlée : 1. évacuer et éliminer le transformateur potentiellement pollué aux PCB situé au niveau du poste électrique ; 2. faire une levée de doute afin de vérifier si d'autres transformateurs / condensateurs contenant des PCB sont toujours présents sur le site et, les évacuer et les éliminer le cas échéant ;
Constats : L'ensemble des transformateurs potentiellement pollués aux PCB présents sur site a été évacué. Les repérages et analyses nécessaires avant enlèvement ont été réalisés, notamment la levée de doute sur les armoires électriques scellées. L'intervention est détaillée dans le rapport de la société CURIUM du 15/02/2022, qui est intervenue pour le compte de l'ADEME. Les transformateurs ayant été vandalisés avant enlèvement, l'huile contaminée aux PCB a très probablement été répandue sur les sols aux alentours des 5 transformateurs ayant été repérés comme contaminés dans le diagnostic déchets en urgence impérieuse du 15/02/2022. Le rapport de la société CURIUM indique « il y a une forte probabilité que les sols proches de ces transformateurs vandalisés soient contaminés aux PCB ».

<p>→ Demande de compléments : une opération de prélèvement et d'analyse devra être réalisée au sol des 5 emplacements contaminés aux PCB. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'évacuation des déchets dangereux contaminés aux PCB (huiles et transformateurs) est indiquée en « traitement en centre spécifique : Trédi - Saint Vulbas (01) » dans l'inventaire déchets annexé au rapport de la société CURIUM du 15/02/2022, mais sans que les bordereaux de suivi ou l'enregistrement dans TrackDéchets soient présentés.</p> <p>→ Demande de compléments : transmettre à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi et l'enregistrement dans TrackDéchets justifiant de la prise en charge des déchets, notamment dangereux, dans les filières adaptées à leur traitement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Repérage puits aval

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5. procéder à la recherche de puits privés dans les habitations les plus proches situées en aval hydraulique direct du site. En cas d'utilisation de ces puits privés pour des usages sensibles, deux campagnes de mesures de la qualité des eaux souterraines seront menées (notamment recherche de COHV, d'hydrocarbures totaux et de BTEX) afin d'évaluer la compatibilité entre l'état des eaux souterraines et les usages constatés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport R001-1620986GAT-V02 du 20/09/2023 de la société TAUW présente la campagne de repérage des puits situés en parcelles privées en aval du site. Suite à cette campagne, 6 puits privés ont été identifiés en aval du site, dont 2 présentant des usages agricoles. Des analyses ont été menées en avril 2023 sur 3 piézomètres sur site et sur les 6 puits privés en aval du site précédemment mentionnés.</p> <p>Aucune détection de contamination, notamment en COHV, COT, HCT ou BTEX, n'a été relevée sur les 6 puits privés. Des contaminations sur 1 des 3 points de prélèvement sur site ont été relevées, notamment en dichloroéthylène (6µg/L), dichloroéthène (6µg/L), et chlorure de Vinyle (0,7µg/L), en baisse par rapport aux prélèvements de 2018 (respectivement 250µg/L, 250µg/L et 15µg/L), en cohérence avec la dégradation des polluants résiduels suite à l'arrêt de l'activité sur site. Le rapport conclut que « le schéma conceptuel ne met pas en évidence de voie d'exposition potentielle vers les usagers des eaux souterraines hors-site », ce qui est cohérent avec les données des prélèvements.</p> <p>Cette première analyse devra être confirmée par les résultats de la deuxième campagne de mesures en période de basses eaux actuellement en cours, dont le rapport devra être transmis à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution déchets dangereux
Prescription contrôlée : 3. évacuer et éliminer les déchets dangereux ainsi que les déchets présentant un risque d'incendie présents sur le site ; 4. faire une levée de doute afin de vérifier si des déchets dangereux, dans les parties et/ou installations inaccessibles lors de la visite d'inspection du 20 juillet 2021, sont présents et, les évacuer et les éliminer le cas échéant ;
Constats : Les travaux d'élimination et d'évacuation des déchets dangereux ou présentant un risque d'incendie, ainsi que les repérages complémentaires nécessaires, ont été reportés du fait de l'appel d'offre pour cette prestation déclaré comme infructueux par l'ADEME courant 2023. Un nouvel appel d'offre est en cours de passation par l'ADEME, avec une intervention prévisionnelle au second semestre 2024 du fait des délais liés à la procédure de marché public. A noter qu'une intervention de curage et évacuation des déchets dangereux au niveau de la STEP présente sur site était en cours à la date du contrôle. Du fait de l'absence de déchets présentant une urgence impérieuse d'évacuation restant sur site après intervention d'évacuation des éléments contaminés aux PCB, et du fait du curage de la STEP en cours, les nouveaux délais d'intervention sur site présentés par l'ADEME apparaissent acceptables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet